



ARRÊTE N° 318 /DGAFVI/CD/2023
Portant délégation de signature à
Monsieur Jean-michel LEHAY,
Directeur des Routes

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

- Vu** l'article 65 de la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 modifiée relative à Mayotte ;
Vu la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 relative à Mayotte ;
Vu la loi n° 2010-1486 et 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative à Mayotte ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Voirie Routière ;
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la délibération n° DL_AP 2021_0197 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 01 juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental ;
Vu le contrat de travail en date du 1^{er} septembre 2023 portant recrutement de Monsieur Jean-Michel LEHAY, Directeur des Routes ;

Considérant la nécessité de service ;

SUR PROPOSITION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à **Monsieur Jean-michel LEHAY, Directeur des Routes**, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**
 - Les correspondances, bordereaux, notes de services internes ;
 - Courriers de mise en demeure ;
 - Les conventions de stage sans gratification.
- **Documents de gestion :**
 - La certification du service fait ;
 - Les documents relatifs à la réception des travaux ;
 - Les documents relatifs à l'instruction de permis de construire.
- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**
 - Autorisation de congés et d'absence ;
 - Courriers individuels préalables à l'ouverture d'une procédure administrative.
- **Documents concernant la gestion du domaine public routier :**
 - Actes d'instruction en matière d'enquêtes préalables conduisant à l'acquisition ou l'expropriation de terrains nécessaires aux opérations routières à maîtrise d'ouvrage Conseil Départemental de Mayotte. Sont exclus de la délégation, la signature de tous arrêtés et enquêtes au juge.
 - Délivrance et retrait des autorisations d'occupation temporaire du domaine public routier départemental.
 - Emprunt du sous-sol du domaine public routier départemental par les canalisations diverses d'eau, d'assainissement, de gaz, d'électricité, de télécommunication et autres.
 - Décision prescrivant l'égouttage des plantations hors du domaine public routier départemental, en vue de la sécurité de la circulation.
 - Instruction des décisions de classements, déclassements, modifications de domanialité, de régime.
 - Ouverture, déviations, redressements, élargissements, établissements de servitudes pour les routes départementales (article R131-3 à R131-8 du Code de la Voirie Routière).
 - Délivrance des alignements et des autorisations de voirie sur le domaine public routier départemental.
 - Délivrance des permissions de voirie qui n'entraînent pas d'occupation privative du domaine public routier départemental.
 - Application de la police législative de conservation du domaine public routier départemental (article R116-1 à R116-2 du Code de la Voirie Routière).
 - Application de la police réglementaire de conservation du domaine public routier départemental (article L116-1 à L116-8 du Code de la Voirie Routière).

- Proposition d'acquisition de terrains d'assiette.
- Instruction des procédures d'indemnisation des dommages de travaux publics ; dommages de culture, démolition de cases, mise à disposition provisoire de terrains, perte de jouissance (décret du 26 mars 1977-Titre VI).
- Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.
- Etablissement de barrières de pluie et réglementation de la circulation pendant la fermeture.
- Réglementation de la circulation sur les ponts.
- Autorisation de stationnement et de circulation de véhicules appartenant aux entreprises chargées d'exécuter des travaux routiers.

ARTICLE 2 : Le présent acte administratif peut être déféré devant le Tribunal administratif de Mayotte dans un délai de deux mois à compter de sa signature.

ARTICLE 3 : Toutes dispositions antérieures et contraires à la présente délégation, sont abrogées et remplacées par le présent arrêté qui est applicable à la date de sa signature par l'intéressé.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services, le DGA Pôle Aménagement Mobilité et Transition Ecologique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jean-michel LEHAY et inséré au Recueil des Actes Administratifs du Département de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le

20 SEP 2023

Le Président du Conseil Départemental

Ben Issa OUSSENI



20/9/23